

Les indignés et la révolution non-violente contemporaine

par Jean-Pierre Dacheux

A - L'indignation ou la réponse de jeunes citoyens à l'interpellation d'un très vieux Monsieur : Stéphane Hessel.

En octobre prochain, Stéphane Hessel aura 95 ans. Son petit livre, paru voici à peine deux ans, d'une trentaine de pages, *Indignez-vous*¹, a été, nous dit-on, tiré à trois millions et demi d'exemplaires, rien qu'en Europe. Traduit en trente-deux langues, quatre à cinq millions d'exemplaires circulent sur la planète.

La rencontre entre le grand vieillard, auteur, à 93 ans, d'un succès de librairie inégalé, et de multiples groupes de jeunes citoyens qui ne supportent plus la désespérance et l'impuissance dans lesquelles s'étirole l'occident, va bien au-delà, pourtant, de cet immense réussite littéraire.

Indignez-vous a cessé d'être un livre ; c'est un événement politique. Une dynamique s'est enclenchée, qui s'est manifestée à Madrid comme à Tel-Aviv, à Athènes comme à New-York... On peut parler, à présent du « peuple des indignés » qui exprime une volonté de retour à la conscience, dans l'histoire et la politique.

Il ne s'agit pas d'une simple protestation, de l'expression d'un dégoût face à l'injustice brutale qui s'abat sur nombre de peuples, partout, sur Terre. Il s'agit d'une véritable insurrection des consciences, d'un refus qui va bien au-delà de toute quête immédiate de pouvoir.

Il ne s'agit plus, en effet, de changer la société que nous connaissons, mais de changer *de* société, de faire du neuf, de re-susciter des motifs de foi en l'avenir, de changer de système de pensée, d'épouser le changement de civilisation qui s'opère et auquel nous ne pourrions échapper, d'effectuer, ainsi, une nouvelle abolition des privilèges.

Stéphane Hessel a planté une graine qui pousse très vite dans le terreau fécond de la résistance. Lui qui connut les camps de la mort et n'en réchappa que par miracle, lui qui connu le CNR² (dont on voudrait, aujourd'hui, anéantir le programme social ayant nourri la politique du Gouvernement de la Libération, en 1945), lui qui collabora, avec René Cassin, à la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en 1948, cet étonnant personnage a quelque légitimité à rappeler qu'on ne peut regarder le monde en face que si l'on s'interdit de le subir.

1 - Stéphane Hessel, *Indignez-vous*, avec postface des éditeurs, Montpellier, Indigène éditions, 4èm » trim. 2011, 3,10 €.

2 - Le Conseil National de la Résistance qu'anima Jean Moulin.

B - Les indignés s'adressent aux insensés

Quand, le 20 mai 1850, Victor Hugo, monte à la tribune de l'Assemblée législative, Alexandre Dumas vient de lui faire passer un message : « Dites leur qu'ils sont insensés »³. Ce jour-là, alors que, deux ans auparavant, en 1848, le suffrage universel masculin avait, d'un seul coup, élargi le corps électoral de deux cent mille à neuf millions de citoyens, les élus dits "modérés", et surtout conservateurs, venaient de réussir à le restreindre d'un gros tiers. Se trouvaient ainsi exclus les chômeurs et les petits délinquants, condamnés pour des infractions même minimales et spécialement politiques.

Le suffrage universel que nous connaissons actuellement, (théorique, car il y en a encore de quoi s'interroger sur sa réalité) ne fut obtenu, en France, qu'avec le droit de vote accordé aux femmes, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Oui, insensés étaient ceux qui pensaient pouvoir interdire aux "mineurs" (c'est-à-dire ceux qui sont dominés et qu'on veut dominer, dont les citoyennes) d'accéder à la liberté de voter. Mais Hugo allait bien plus loin, car il y a, disait-il, dans l'histoire de la Révolution, "*plus de terre promise que de terrain gagné*".

Il ne faut pas voir, là, évidemment, l'ombre d'une résignation. Hugo eut fait partie des indignés et non des résignés. N'écrivait-il pas, en 1876 : "*Impossible, à moins d'y ajouter le rêve, de compléter, dès aujourd'hui, ce qui ne se complétera que demain et d'achever l'histoire d'un fait inachevé, surtout quand ce fait contient une telle végétation d'événements futurs*". Les indignés sont ceux qui réussissent à faire entrer ce rêve dans la réalité. Avec Hugo, la poésie annonçait la victoire de plusieurs utopies et donnait ainsi un nouveau corps à la politique ! En mai 2011, à la Puerta del Sol, à Madrid, inspirés par le livre-événement, « *Indignez-vous* », écrit par Stéphane Hessel, les indignés, voulaient, à leur tour, réinstaller la poésie dans la politique. Et ils le veulent encore.

Où sont la poésie et le rêve, sinon tout entiers dans la fraternité ? "*Liberté, Égalité, Fraternité*" est la devise nationale de la France depuis 1848. Cette expression reprend les idées de liberté et d'égalité qui étaient déjà contenues dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, votée en août 1789 par l'Assemblée Constituante, mais, officiellement, l'idée de fraternité, n'est apparue dans les textes que plus tard, dans le préambule de la Constitution de 1848, rédigée pour fonder la Deuxième République. Notre devise officielle ne fut donc adoptée que le 27 février 1848, grâce à Louis Blanc qui fut collégien de Rodez, socialiste sans concession, journaliste, historien et député, qui exprima, un siècle à l'avance, ce qui est au cœur de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 : l'aspiration à un monde juste et solidaire.

3 - Jean-Noël Jeanneney, *Hugo et la république*, Paris, Gallimard, 2002, p.15.

La fraternité n'a pas de frontières. Elle ne reste donc pas à la porte de l'économie. Elle implique la création, tôt ou tard, d'une République des égaux⁴. Faudrait-il considérer que la fraternité, en politique, est liée au romantisme du XIX^{ème} siècle, dont Hugo fut le génial porte-parole jusqu'à la tribune du Parlement ? Non pas, mais redonner son plein sens à la devise de la République n'a jamais été aussi actuel, urgent et nécessaire. La liberté est devenue celle des riches ; l'égalité a fondu devant les soit disant contraintes économiques ; la fraternité s'est réduite à de bons sentiments quand la charité précède la justice.

Aussi faut-il s'indigner, non pour lever les bras au ciel et se livrer à l'on ne sait trop quelle déploration, mais pour refuser catégoriquement des reculs historiques qui risquent de nous conduire vers une barbarie nouvelle. Les insensés d'hier ou d'aujourd'hui, (qu'ils soient ceux qui profitent de ce qui est la cause même de nos régressions, ou qu'ils soient les ignorants qui ne voient rien venir, éventuellement les deux à la fois quand la cécité devient complicité), ces insensés donc ne peuvent espérer bénéficier longtemps de cet "après moi le déluge" aux conséquences tôt ou tard meurtrières pour tous.

L'indignation active est d'abord lucidité, une lucidité à laquelle il n'est pas interdit d'inviter les insensés eux-mêmes car ils auront aussi à souffrir. Le pouvoir réel appartient aux sans pouvoir⁵, c'est-à-dire à 99% de l'humanité, crient les indignés⁶.

L'urgence, car urgence il y a, n'est donc pas d'abord dans la critique de l'action gouvernementale, même si c'est nécessaire, mais dans le rappel des défis à surmonter dont dépend le sort de l'humanité dans les vingt ans à venir. L'indignation commence quand on constate un laisser faire qui révèle soit l'impuissance soit le refus d'agir.

Ce qui importe, à présent, c'est l'affirmation de politiques, (mal reçues jusqu'ici mais sans doute inévitables), qui permettraient d'affronter les défis du XXI^{ème} siècle et que la plupart des indignés de France décrivent ainsi :

1 • la politique nucléaire est irresponsable.

- au plan militaire, la dissuasion n'est plus un outil de défense adapté aux périls de notre temps et aucun pays doté ne menace la France⁷.

- au plan économique, l'énergie nucléaire recule partout ; elle n'a plus d'avenir.

2 • la politique de croissance, à tout moment prônée, ne peut, en occident, qu'être

4 - Louis Blanc est l'auteur du célèbre aphorisme : « *De chacun selon ses facultés à chacun selon ses besoins* ».

5 - Mahjid Rahnama et Jean Robert, *la puissance des pauvres*, Paris Actes Sud, 2008.

6 - À Wall Street, les indignés américains voulaient faire entendre la voix des « 99% qui ne tolèrent plus l'avidité et la corruption du 1% restant ».

7 - Albert Jacquard, dans *Le Pèlerin* n°6764 de juillet 2012, s'exclame : « Mon devoir, en tant que membre de l'espèce humaine, est de tirer la sonnette d'alarme ». Voir son livre : *Exigez ! Un désarmement nucléaire total*, Éd. Stock, 5€.

démunie par les faits. Nous avons commencé à le constater. On ne fera plus marche arrière.

3 • la défense de l'emploi, tel que la préconisent les syndicats et la plupart des partis politiques, est intenable. On ne sauvera l'emploi qu'en en changeant la nature. Le travail ne se résume pas à l'emploi ! Des activités entièrement nouvelles sont à promouvoir, notamment pour substituer aux gaspillages des productions beaucoup plus sobres en énergie.

4 • l'écologie n'est plus l'une des dimensions de la politique ; c'en est le coeur. Cette évidence n'est pas encore comprise, mais elle finira par s'imposer, avec ou sans ceux qui s'affirment écologistes.

5 • il n'y a pas de démocratie moderne concevable, puis durable, en France, sans une modification constitutionnelle fondamentale, « déprésidentialisante » et abolissant totalement le privilège insensé du cumul des mandats.

6 • l'égalité des hommes n'autorise, nulle part, aucune domination masculine.

7 • la lutte locale et mondiale contre les effets de l'action humaine sur le climat n'est plus susceptible d'atermoiements. L'espèce humaine s'est mise en péril. L'instinct de survie doit l'emporter sur le goût du lucre.

8 • La mise au pas des banques qui tiennent les politiques sous leur joug, qui dissipent les moyens budgétaires et qui mondialisent la fraude est devenue vitale. Les informations de ces dernières années faisant état d'immenses prévarications risquent de rester sans suite si les peuples ne s'indignent pas toujours davantage⁸.

9 • L'Europe qui agit sous nos yeux n'est pas et ne peut devenir une Europe sociale. Elle est ce que nous voulions éviter qu'elle devienne, en 2005, en votant non : l'Europe des marchés. Ses dirigeants assèchent les peuples qui ne sont évidemment pas coupables des erreurs de gestion de leurs gouvernements anciens et actuels. Une autre Europe est indispensable sous peine de mettre fin à la construction européenne elle-même.

10 • La « sobriété »⁹, indispensable, qui n'est ni la rigueur ni l'austérité, ne se décrète pas. Elle résulte d'un changement culturel, philosophique, économique que rien n'annonce. Il n'est pourtant point d'autre voie à emprunter que cette éducation populaire que les outils de communication modernes peuvent faciliter et accélérer.

11 • Aucun parti, lequel n'est bien qu'une partie (fort mince) du peuple souverain, n'est en mesure d'engager ces politiques-là. La révolution politique et culturelle qui est à privilégier ne peut se faire ni par autoritarisme ni dans la violence. Les enjeux ne

8 - Collectif d'écriture des indignés d'Annecy, *De la dette, indignons-nous*, Gap, éditions Yves Michel, juin 2012.

9 - Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.

sont plus des enjeux électoraux à 5 ans. Les décisions à prendre (dès demain, si possible !) engageront les décennies prochaines ! Les luttes politiciennes entre les partis sont obsolètes¹⁰.

Qui dit que la prise en compte de ces observations politiques, économiques et culturelles est impossible est un insensé ou un résigné, sûrement pas un indigné.

Vouloir réaliser l'utopie poétique des philosophes reprend ainsi sens devant nous. La parole de Jean-Jacques Rousseau, né voici 300 ans exactement, en 1712, n'a pu être effacée. Elle est d'une bouleversante actualité. Lui qui a posé les fondements de la démocratie en France, avec le *Contrat Social* s'indigna de l'inégalité parmi les hommes¹¹. Il peut encore nous aider à réinventer la démocratie défaillante¹². Il demeure bien « un citoyen du futur »¹³.

C - Changer la société ou changer *de* société ?

« Le changement, c'est maintenant » nous a-t-on dit. Soit. Mais quel changement ? Changer la société est un objectif acceptable, s'il s'agit, comme l'annonce le nouveau gouvernement de la France, d'établir (plus que rétablir !) une plus grande justice entre les citoyens et, comme en 1789, d'abolir les privilèges.

Ce n'est pas la première fois que des intentions vertueuses ont été affichées. La société dans laquelle nous vivons absorbe toutes les velléités de changement, les détourne, et nous nous retrouvons, tôt ou tard, sous la domination de ceux qui, tout à la fois, disposent de revenus indécents et exercent sur les serviteurs de l'État des influences décisives.

On objectera qu'en nombre de pays, sur notre étroite planète, on en est encore à chercher comment vivre en société. *Changer de société* plutôt que *changer la société* deviendrait, alors, une interrogation d'occidentaux jamais contents de ce qui est pourtant à leur portée.

Il est nécessaire d'échapper à toutes ces fausses logiques qui conduisent à la même conclusion : on ne peut changer l'organisation économique et sociale des sociétés modernes qu'à la marge. Depuis que la baronne Hilda Margaret Thatcher l'a proclamé, nombre de responsables politiques ont admis « qu'il n'y a pas d'alternative ». *There is no alternative* (TINA), formule magique depuis trente ans, est devenu un credo libéral auquel aucun parti politique en charge des pouvoirs n'a, depuis lors, échappé. C'est ainsi que se vend, actuellement, une doxa à laquelle les

10 - Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, (réédition), Paris, Climats, 2006.

11 - J-J Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Le Livre de Poche, 1996.

12 - Guillaume Gamblin, *Les indigné-e-s espagnol-e-s réinventent la démocratie*, Alternatives non-violentes n°163, p.34.

13 - Jean-Paul Jouary, *Rousseau, citoyen du futur*, Paris, Le Livre de Poche, 2012. (ouvrage que l'éditeur a sous titré : *De l'indignation à la libération*).

victimes de politiques brutales finissent par se résigner : ce sera ou l'austérité ou la ruine ! (Étant sous entendu que le refus de l'austérité, de la rigueur, des restrictions, conduisant à l'effondrement économique, il faut nécessairement ruiner une partie de sa population -évidemment, toujours la même- pour ne pas ruiner le pays).

Si l'on ne sort de l'épure, si l'on ne prend pas ses distances avec la plupart des discours distillés par les médias, on ne changera pas davantage la société que François Mitterrand et ses ministres n'ont pu « changer la vie », comme l'annonçait le titre du programme du Parti socialiste, dans les années 1970.

La peur de l'utopie nous est constamment présente. Il nous est rappelé sans cesse qu'à vouloir le mieux on peut obtenir le pire et la désastreuse expérience soviétique continue de faire figure d'épouvantail géant. Mieux vaudrait un capitalisme régulé qu'un totalitarisme sanglant. Mais la question se pose-t-elle encore ainsi ? Il n'y aurait de démocratie que là où l'emporte la liberté (et pas n'importe quelle liberté, la liberté d'entreprendre, celle censée faire la richesse des États). L'échec politique de Mme Thatcher (elle serait allée trop loin) n'a pas remis en cause la diffusion planétaire de ses idées, largement partagées par Donald Reagan et ses successeurs parmi lesquels David Cameron, Nicolas Sarkozy et même Angela Merkel. Que penser, alors de ce constat désespérant (TINA) qui a conduit, inéluctablement, à une succession de violences. Quand la misère s'étale montent les révoltes.

Et puisque que l'on ne changera pas la société ; il faut songer à changer *de* société. Où est la différence ? Ce n'est pas un mot de deux lettres qui fait penser autrement. Il s'agit de comprendre que dire « changer *la* société » la pérennise, même si elle peut présenter de nouveaux visages. Dire « changer *de* société » sous-entend, au contraire, qu'il n'est pas qu'un seul modèle d'organisation politique et surtout que, comme en 1789, (où l'on avait conçu, en France, que la monarchie était devenue obsolète), il est peut-être temps de convenir que la société ultra-libérale, inégalitaire et hostile au partage, est, elle aussi, devenue obsolète.

« Liberté, égalité, fraternité » est, disions-nous, une devise dont le contenu a été vidé. La liberté est une valeur, désormais confisquée, qui ne concernerait que les nantis, lesquels exposent leurs richesses et leur pouvoir sans vergogne. Toutefois, sans égalité et sans fraternité, vivre, bientôt, à neuf ou dix milliards d'humains sur Terre est visiblement impossible. Sans partage vigilant et sans solidarité constante, autrement dit sans acceptation de nos diversités, sans arrêt des productions nuisant pas à la planète, sans une laïcité ouverte aussi et sans un abandon de l'ethnocentrisme occidental, il devient patent que les sociétés humaines courent à leur perte.

Voilà qui devient alors des plus délicats : changer la société occidentalisée n'y pourra suffire. Il va nous falloir inventer un changement de société qui fait très peur. Faut-il lâcher la proie pour l'ombre ? Nous pouvions, jadis, sourire des « citoyens du monde » qui rêvaient d'une société planétaire unifiée. À présent, (sans commettre l'erreur de préconiser un gouvernement mondial qui ne tarderait pas à rénover le

totalitarisme en l'étendant à la planète entière), il ne peut plus être question de voir chaque pays continuer à s'organiser en État-nation peu sensible au reste du monde.

La démocratie n'est pas plus liée à l'État-nation, qu'elle n'est liée au capitalisme. Vivre en réseaux dans la responsabilité coopérative devient une nécessité vitale. On ne pouvait, par le passé, qu'améliorer la société où nous vivions. Nous découvrons que, sans changer *de* société, nous nous résignerions à laisser se détruire l'espèce humaine, trop maltraitée et trop fragilisée. Penser cette nouvelle politique et commencer à la mettre en œuvre avant même d'avoir tout maîtrisé est aussi risqué que de laisser perdurer ce qui nous entraîne vers l'échec généralisé.

Ne craignons pas de poser les questions qui dérangent, y compris celles qui nous dérangent nous-mêmes, car nous ne sommes certes pas à l'abri de l'erreur. Le pire serait de ne vouloir courir aucun risque. Prenons celui de dire : il ne faut pas changer la vie ou changer la société existante mais il faut changer *de* vie ou *de* société.

Osons dire que la société de consommation, de domination, d'exploitation n'est pas la nôtre. Que des hommes se livrent à la destruction de tout ce qui fait obstacle à leurs pouvoirs, grands ou petits, constitue une réalité qui laisse stupéfaits et pantois ceux qui ne croient pas à la méchanceté innée de nos compagnons d'existence. C'est de ce monde de cruauté qu'il faut tenter de sortir. À ceux qui croient cette prétention stupide ou hors de portée, une seule réponse est opposable : que faire d'autre ?

D – Passer du *devenir majoritaire* au *devenir minoritaire* : un paradoxe démocratique ou une interpellation non-violente.

Les indignés invitent à bouleverser la hiérarchie de nos valeurs. Avec eux, nous avons tous vocation à devenir minoritaires. Les majorités engourdissent les sociétés. Dans un monde divers, l'unité n'est pas l'unicité. Il y a contradiction du reste, entre majorité et unanimité. S'il y a majorité, il y a minorité (avec ou sans « s »).

Mineur a pour sens banal : ce qui est trop petit. Qu'il s'agisse de la minorité due à l'âge ou à une incapacité, le mineur doit faire appel à un majeur auquel on donne le nom de parent, de tuteur ou de curateur. L'assisté, le dépendant redevient un mineur, même si, avant l'accident, la vieillesse, la misère, il fut un jour le responsable de sa propre vie et tout à fait majeur. Une société « normale » est composée de citoyens qui peuvent passer par des phases de majorité et de minorité. Nous avons non seulement vocation mais intérêt à envisager la minorité comme un état ordinaire inévitable qui ne devient trop pénible que s'il n'est pas accompagné, accepté, porté par la volonté politique de tous ceux qui ont en charge l'en commun de nos vies.

Les minorités, selon le qualificatif qui les accompagne, se composent et se décomposent, se développent et régressent tout au long des siècles. On ne s'est jamais parfaitement entendu, à l'ONU, pour définir ce qu'est une minorité. « La déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques,

religieuses et linguistiques », qui fut votée en décembre 1992, par l'organisation internationale, n'évoque pas, par exemple, les minorités sexuelles, ni même les minorités culturelles. « La convention-cadre pour la protection des minorités nationales », adoptée à Strasbourg, le 1er février 1995, (que la France n'a jamais signée en vertu de sa Constitution qui ne reconnaît aucune minorité, rappelons nous le sans cesse), fait un pas de plus en affirmant que « la diversité culturelle est une source, ainsi qu'un facteur, non de division mais d'enrichissement pour chaque société ».

Ces deux textes fondamentaux, cependant, évoquent seulement les minorités nationales, ce qui sous entend qu'il s'agit de « collectivités vivant à l'intérieur d'un État », mais dont l'ethnie, la langue, les coutumes relèvent d'un autre État, en général voisin ».

Ce n'est pas le cas des Rroms, qui constituent la plus nombreuse des minorités en Europe, ni celui des minorités grecques en Albanie, turque en Allemagne, hongroise en Roumanie, serbe au Kosovo, etc... qui sont, en effet, liées à un État voisin.

Nous voici au cœur de la complexité des rapports entre majorité et minorité qui conduisent directement, aux rapports de pouvoir, et plus exactement, dans la sphère de la démocratie.

Là où il y a démocratie, il y a majorité et minorité. Quand il y a totalité, c'est-à-dire une seule ethnie, une seule religion, une seule langue, nécessairement alors dominatrices, on n'est pas loin du totalitarisme, ou l'on y sombre. On l'a constaté très fréquemment au cours de l'histoire, quelles que soient ses motivations, quand un groupe humain centralise, monopolise le pouvoir de l'État, il engendre un nationalisme souvent meurtrier.

Se mettre en quête d'un « devenir minoritaire » est donc une aspiration visant à faire échapper à la tentation majoritaire, laquelle conduit à l'élimination du concurrent de l'adversaire, du rival, bref de l'autre. L'allophobie, cet autre nom du racisme qu'Albert Memmi nomme l'hétérophobie, résulte de l'incapacité à vivre avec qui vit une vie apparemment trop éloignée de la sienne.

Ce vouloir devenir majoritaire prend des formes plus ou moins agressives, mais il aboutit, nécessairement à des dominations. Nos pluri-appartenances pourraient permettre d'échapper à la confiscation du pouvoir si nous comprenions que, dans une société d'équilibre, il est non seulement des majorités d'idées, qui peuvent se constituer à partir d'additions d'approches minoritaires, mais qu'il est nécessaire de chercher à obtenir des consensus.

Le consensus n'est pas l'unanimité. Il se construit. Il prend du temps. Il ne se résout pas à laisser fonctionner la loi du plus grand nombre. « *La minorité a quelquefois raison, la majorité a toujours tort* » affirmait George Bernard Shaw. La vérité ne se déclenche pas quand une opinion atteint ou dépasse le niveau de 51% ! Le groupe qui obtient le moins de voix, lors d'une élection ou d'un vote n'est pas nécessairement dans l'erreur. Que minorité, en politique, se trouve remplacé par le mot « opposition », dit assez que l'on ne peut, si l'on est minoritaire dans l'actuel régime

démocratique, que tenter de rendre le pouvoir impraticable. Inversement, remporter une « bataille » électorale (le vocabulaire des candidats, lors d'un scrutin, est souvent celui de militants-militaires engagés dans une campagne qui a quelque chose de la guerre civile) revient à garder jalousement pour son clan les outils du pouvoir, information incluse. On est loin de l'affirmation d'Albert Camus pour qui « *la démocratie ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité* »

Mais de quelle minorité est-il question pour l'auteur de *Caligula* (cet empereur que l'absolu du pouvoir entraîne vers l'absolu de la violence) ? S'agit-il de celui qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale ? S'agit-il du groupe qui a obtenu le moins de voix lors d'un scrutin ? S'agit-il d'une collectivité vivant au sein d'un ensemble plus grand ? Ne s'agit-il pas, plutôt, quelle qu'en soit la cause, de l'état de tout humain subissant, au cours ou tout au long de sa vie, la domination de plus riche, plus puissant ou plus instruit que soi ?

Vaclav Havel, qui gouverna puis renonça à gouverner la République tchèque devenue république tchèque, considérait, qu'on pouvait mesurer l'état d'une démocratie, en prenant l'exemple des Roms, à la façon dont elle traitait cette population tzigane mais plus généralement, il considérait que les sans-pouvoir faisaient l'histoire¹⁴.

On en arrive alors à l'évocation du pouvoir des faibles. Pourquoi ne pourrions nous pas être des majeurs tout en assumant et même en visant activement une condition minoritaire ?

Ne peut-on affirmer qu'à l'échelle historique les faibles seuls sont forts tant est grande leur volonté de changement ? On prend souvent l'exemple des Roms qui interpellent sans cesse, muettement, nos démocraties, parce qu'ils ont réussi à traverser les siècles en ayant subi l'esclavage, le risque d'éradication génocidaire, l'expulsion et la persécution. Ils ne votent guère, et ne croient pas en ces pouvoirs qui passent et se corrodent sans cesse. Ils récusent la possibilité de posséder ou d'acheter la terre. Ils contestent la propriété ou l'appropriation qui n'apportent pas le bonheur. Ils se pensent majeurs (maîtres de leurs vies) et revendiquent pourtant la condition minoritaire qui est la leur, face aux gadgés dont les appétits sont insatiables.

Les peuples autochtones, (tels les Inuits - ce mot, dans leur langue, signifie homme, comme Rrom en romani -), qui sont bien plus nombreux que les « nations-États » (lesquelles sont à peine deux cents au sein de l'ONU), ne cherchent pas le pouvoir dans la conquête de l'État, que ce soit par la force ou par les urnes.

Les minorités sont souvent, aujourd'hui, des populations dépossédées. Elles sont incluses dans des ensembles territoriaux où s'exercent des pouvoirs militaires, administratifs et culturels qui ont pu être installés, jadis, par l'esclavage et la colonisation. Elles sont des peuples fixés, ou au contraire, chassés. Entre les Aborigènes et les Amérindiens, mis en réserve et donc mis à part, et les Roms qui, après leur diaspora, se sont donnés comme patrie, toute l'Europe, et eux aussi mis à part, il y a un point commun : la capacité de résilience, de résistance qui les a fait

14 - Vaclav Havel, *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

survivre aux tentatives d'ethnocide dont ils ont fait l'objet plusieurs siècles durant.

Devrions nous trouver là des exemples ? La question est aussi vaine qu'inutile. Nous n'appartenons pas à une minorité ethnique ou culturelle. Par contre, nous sommes non globalement mais de multiples fois minoritaires, du fait de nos appartenances diverses liées à notre histoire personnelle, nos rencontres et nos choix. Il ne s'agit pas de devenir minoritaires avant de redevenir majoritaires. Il s'agit de rester minoritaire dans une société sachant gérer sa diversité sans créer de hiérarchie entre les minorités, toujours plus nombreuses, qui la composent.

Nous en sommes loin encore parce que cette évolution vers la démocratie plurielle exige plus que de la tolérance. La laïcité elle-même n'y peut suffire. La remise en cause de la structure politique brutale mais stable que constitue l'État, (un bouleversement inéluctable, simplement parce que les problèmes majeurs qui se présentent aux hommes ne trouvent aucune solution à ce niveau), cette remise en cause donc, cette déconstruction politique ne peuvent qu'engendrer, pour le coup, une véritable « révolution culturelle » qui se produira sans hâte mais sans doute pas sans violence.

Constatons enfin qu'il y a contradiction entre la démocratie de gouvernement et la démocratie d'égalité. L'égalité du tous pareil ayant vécu, reste l'égalité politique accordée aux minorités ou conquises par elles. La mondialisation a explosé et d'uniformisante qu'elle risquait de devenir, elle est passé à la reconnaissance des diversités quelles qu'en soient les dimensions. Majorités et minorités s'interpénètrent.

Nous sommes entrés les mains nues dans un autre temps, sans nous en rendre compte.

En résumé, peut-être pourrions-nous proposer :

... de nous indigner pour nous charger de l'énergie qui peut nous faire échapper à l'action des insensés qui ne voient pas ou ne veulent pas voir où va la planète.

... de travailler sur nous-mêmes et en solidarité avec nos semblables à changer de société plutôt que s'en tenir à vouloir changer la société,

... de cesser de couper le monde en majorité et minorités ce qui fait confondre le pouvoir d'agir avec la domination d'autrui au détriment de toute démocratie.

Tel pourrait être l'objectif politique et philosophique que nous avons à viser. Cette triple démarche n'est pas inabordable pour ceux qui ont orienté leur vie dans la recherche d'une action non-violente permanente efficace et transformatrice.

Donner sens à l'indignation consiste à pousser jusqu'en ses conséquences ultimes la contestation écologique, économique et politique radicale qu'exprime une large partie de la jeunesse du monde et qui se développe dans une société mondialisée qui manque de plus en plus de repères.

Rodez, le 20 août 2012.

